

**14 juin 2002**

**Conférence de presse de M. Bernard Landry premier ministre du Québec, et de M. André Boisclair, leader parlementaire du gouvernement  
Bilan de la session parlementaire**

(Quatorze heures quatre minutes)]

[ M. Hébert (Michel): M. Landry et M. Boisclair vont faire chacun une déclaration. Après ça, je prends les questions, comme d'habitude.]

[ M. Landry:] La session parlementaire qui se termine a été caractérisée par plusieurs initiatives remarquables du gouvernement et l'adoption de lois exceptionnelles, même courageuses. Ces lois, j'en suis convaincu, amélioreront la qualité de vie des Québécoises et des Québécois. Mais, avant de dresser le bilan, je vais faire un retour sur des aspects quand même assez exceptionnels de cette session qui, pour nous, n'a pas été facile. Ça a été une mer orageuse et exceptionnellement agitée. Je souhaite donc faire un peu état du climat politique de la dernière session. Celle-ci s'est en effet déroulée en grande partie sur fond de controverse, tant sur la scène québécoise que celles municipale et fédérale, l'un portant l'autre, d'ailleurs. Ce climat s'est établi aussi bien en écoutant les bulletins de nouvelles qui venaient d'Ottawa ou de Montréal ou de Québec. C'est sûr que les allégations des derniers mois ont causé un tort certain à la crédibilité du gouvernement et à l'image de notre parti. J'ai sous-estimé les conséquences de certaines pratiques naguère acceptées, aujourd'hui réprouvées, et avec un fort impact auprès de la population. Cependant, et je suis très clair sur cette question, mon gouvernement n'a pas tardé à agir et apporter les correctifs réglementaires et législatifs qui s'imposaient. En effet, dès le 18 février 2002, je signais une directive, une directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour 'État qui s'appliquait aux événements que nous avons vécus. Cette directive a été émise afin d'encadrer les gestes et actions des hauts fonctionnaires et du personnel politique. Quoique jugée sévère par certains, cette directive témoigne clairement de notre volonté d'agir. La directive a été suivie par une loi; cette loi a été adoptée à l'Assemblée nationale et place désormais très haut la barre en matière d'éthique. Nous sommes allés au-delà, comme vous le savez, de la loi fédérale; j'espère que cette loi aura le même impact et la même symbolique que celle sur le financement des partis politiques adoptée il y a plus de 20 ans par notre parti, précisément.

Je suis particulièrement fier du courage et de la détermination dont a fait preuve mon équipe ministérielle en maintenant le cap sur les priorités que nous nous étions fixées et en mettant de l'avant une série d'initiative qui permettront d'améliorer la qualité de vie de toutes les Québécoises et de tous les Québécois. C'est un des paradoxes, d'ailleurs, des mois que nous avons vécus et de l'atmosphère politique que le bilan du gouvernement est bon. Le bilan du gouvernement, globalement, est un des meilleurs bilans gouvernementaux dont on puisse parler. D'ailleurs, plusieurs analystes, plusieurs commentateurs l'ont remarqué, en s'étonnant du fait que, souvent, la qualité du bilan était l'inverse de ce qu'on voyait dans les sondages. Alors, c'était sûrement une résultante de ce climat dont j'ai parlé, et la population a jugé graves des choses qui, par ailleurs, s'étaient faites souvent auparavant mais, dans notre parti, les attentes étaient plus hautes. Et je suis très fier, d'ailleurs, que les attentes d'éthique soient plus hautes dans notre parti que partout ailleurs, sauf que le moindre écart fait très mal. Alors, il s'agit de nous remobiliser, de renouer avec ces traditions strictes, voire scrupuleuses d'éthique, de façon que les gens de nouveau portent le regard sur notre bilan. Et j'y reviens, le leader du gouvernement parlera du bilan législatif, et vous allez voir, lui aussi, qu'il est mathématiquement simplement en nombre exceptionnel et aussi en qualité de projets adoptés. Mais le bilan global du gouvernement, commençons par la conjoncture économique. Ça fait aussi

longtemps que Pierre April exerçait le métier de journaliste que je suis, moi, l'économie du Québec pratiquement d'heure en heure, et je ne l'ai jamais vu dans un état de prospérité et d'activité pareil. Sur le plan des nombres et des chiffres, vous vous souvenez, les plus vieux et les plus vieilles d'entre vous se souviennent que Robert Bourassa passait à l'histoire pour 100000 emplois dans 12 mois. On est à 120000 dans cinq mois. Ça ne s'est jamais vu. Les écarts Québec-Ontario, les écarts Canada-Québec, le pourcentage de Québécois et de Québécoises qui travaillent le plus haut jamais atteint dans l'histoire. Lundi dernier, il est rentré plus de monde au travail contre un salaire que jamais à aucun autre moment puis, au-delà des chiffres, il y a la diversité de l'économie québécoise. Il y a eu quelques belles périodes auparavant, oui, mais c'était forêts, mines, ressources naturelles. Aujourd'hui, c'est biotechnologie, télécoms, aérospatiale, exportation d'expertises sophistiquées dans les pays étrangers. Donc, un bilan économique sans pareil. On est allé, avec le modèle québécois, dépoussiérer, réajuster plus loin qu'on aurait espéré aller nous-mêmes. Et ce n'est pas fini. 125000 emplois en cinq mois, ça ne veut pas dire que l'année est finie. Toutefois, et vous savez que ça va rejoindre de nos convictions profondes qui sont les caractéristiques de notre parti depuis sa fondation, nous voulons que cette performance économique rejoigne tous et toutes, individus comme régions. En d'autres termes, on ne crée pas la richesse pour qu'elle se consacre uniquement dans quelques grands centres ou dans les mains de quelques-uns. Je l'ai dit souvent et je le répète à nouveau: créer la richesse et des emplois est nécessaire et c'est ce que nous avons fait. Mais, ce n'est pas suffisant. Il faut s'assurer que tous et toutes profitent de cette prospérité. C'est une question de solidarité, de qualité de vie. Cette conviction, pour nous, est aussi profonde que celle à l'effet que le Québec doit être un pays souverain. C'est pourquoi mon gouvernement a décidé de pousser encore plus loin ses efforts pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, afin que toutes les forces vives du Québec puissent mettre à profit leur potentiel. C'est ce que j'avais annoncé dans les premières heures de ma décision de succéder à Lucien Bouchard, Je m'étais consacré surtout à une lutte obsessionnelle contre le chômage et j'ai dit que nous allions nous consacrer à une lutte du même ordre contre la pauvreté et l'exclusion, et on avait commencé tout de suite avec Jean Rochon et avec plusieurs autres, et là on est arrivé au point culminant, hier, avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté qui doit être expliquée, c'est clair. Mais dans les milieux spécialisés, ceux et celles qui connaissent ça par profession, disons. Léo-Paul Lauzon, par exemple, pour une fois que mon collègue Léo-Paul Lauzon est vraiment d'accord avec une chose qu'on fait — et les milieux syndicaux et les milieux de la Coalition, qui avaient demandé cette politique de la pauvreté. Nous y avons eu des échos très favorables, et, peu à peu, ça va percoler dans l'ensemble de la population.

Nous avons également démarré, comme vous le savez, des actions régionales, qui vont dans la suite de ce qu'on avait fait avant — les CLD, c'est nous qui les avons faits, les CLE, c'est nous qui les avons faits, les politiques fiscales stimulant l'économie des régions — mais nous avons continué, en particulier envers certaines régions comme la Gaspésie et la Côte-Nord, des efforts particuliers pour les aider à combattre l'angoisse que produit un certain déclin démographique, l'exode des jeunes, une certaine restructuration de l'économie. Même en Gaspésie, l'espoir renaît. Il y a des travaux importants qui se font aujourd'hui; à Chandler, il y a près de 1000 emplois dans des centres d'appel en Gaspésie. Qui l'eût cru il y a simplement deux ou trois ans? J'ai pris moi-même la direction du comité de relance de la Gaspésie, et on voit l'espoir de nouveau apparaître dans l'esprit des Gaspésiens et des Gaspésiennes.

En éducation, la politique d'éducation aux adultes et de formation continue fera évoluer notre main-d'oeuvre en fonction des besoins de notre société. Cette politique a été très bien acceptée aussi, vous vous en souvenez, c'est un geste supplémentaire du gouvernement, d'ailleurs, dans la lutte à l'exclusion et à la pauvreté, puisque l'éducation est une clé de la lutte contre ces fléaux.

En santé, sujet difficile s'il en est, lors de mon arrivée au pouvoir comme premier ministre, j'avais indiqué

que nous allions consolider les réformes entreprises. À cet égard, nous avons poursuivi nos efforts en mettant en place les premiers groupes de médecine familiale, après des négociations longues et difficiles. Afin d'assurer la pérennité du régime d'assurance médicaments, le gouvernement agit de façon responsable. Ça aurait été facile de dire: Bon, bien, on n'a pas le courage, on laisse se détériorer le régime, on n'a pas le courage d'expliquer à nos concitoyens et concitoyennes qu'il faut une hausse raisonnable. Nous l'avons fait, elle a été généralement très bien comprise, et par les analystes, et par la population, et ce régime, je le rappelle, est le plus généreux en Amérique du Nord. Et quand on voit les tragédies que peut causer le manque de médicaments dans certaines familles, on peut être fier de ça. Dans l'environnement, vous savez qu'une angoisse majeure, dans toutes les régions du Québec, concernant la production porcine s'était établie. Mais, par ailleurs, il y a des équilibres à respecter entre le développement économique, la santé publique, la qualité de la vie. Mais encore là, nous n'avons pas hésité, nous avons fait un choix fondamental, qui a été annoncé hier et qui est également bien reçu, quant à ce moratoire de 24 ou de 18 mois. Nous avons aussi, depuis le début de la session et au cours des derniers mois, conclu cette entente historique, la «paix des braves», qui était déjà une réalisation majeure et qui a été suivie d'une autre, c'est-à-dire l'entente de 25 ans avec la nation Inuit et l'ouverture, peut-être, pour n'en nommer qu'une, réalisation économique potentielle, de 10000 MW électriques dans ces territoires et en harmonie avec les populations locales. Nous tentons aussi, comme vous le savez, d'élargir ça à toutes les nations autochtones du Québec dans l'esprit de ce que nous avons adopté en 1985, avec René Lévesque, de leur statut national. Nous avons aussi, dès mon arrivée, mis sur pied la commission Séguin. Excellent travail! Yves Séguin, ancien ministre de Robert Bourassa, avec une dizaine de collaborateurs et de collaboratrices, nous a donné une base scientifique solide et incontestable confirmée par le Conference Board et le Hudson Institute comme étant la réalité. Alors, ça nous permet d'abord de constater avec horreur qu'il nous manque 50000000 \$ par semaine qui sont en trop à Ottawa pour la santé, pour l'éducation, pour l'aide aux familles, mais ça nous permet aussi d'aller ajouter à la force de nos revendications, et ce n'est pas fini, on veut que... Déjà, M. Séguin et ses collaborateurs sont sur le terrain, vont expliquer en profondeur... Nous voulons que cette chose soit comprise en profondeur et soit réglée une bonne fois pour toutes. La société civile, dès l'automne, sera invitée à participer à des actions importantes pour que nous donnions au gouvernement du Québec les moyens de ses responsabilités. Notre argent ne doit pas aller grossir des surplus à Ottawa, il doit aller aux familles et à l'éducation. Alors, le vrai changement recherché par la population passe, je crois, par une équipe compétente — nous en avons une — avec une vision d'avenir. À cet égard, le Parti québécois présente l'équipe la plus apte à faire progresser le Québec. Les succès des dernières années et de la dernière session en témoignent éloquemment. Malgré les difficultés, je le dis, sérieuses que nous avons dû affronter, la base est là, les idées sont là, l'action est là, la détermination est là, le courage est là, et nous nous accrochons à nos principes. C'est pourquoi je vous dis que, quel que soit le résultat des élections partielles, il est de mon devoir de diriger cette équipe extraordinaire aux prochaines élections générales, et c'est ce que j'ai l'intention de faire: c'est mon devoir. Quand j'ai accepté de succéder à Lucien Bouchard, j'ai accepté tout ce qui venait avec et, en plus, je sens, autour de moi, dans mon équipe ministérielle et ma députation, une solidarité exemplaire et sans faille, ce qui est, avant, évidemment, tout à fait nécessaire pour que je puisse vous annoncer ce que je viens de vous annoncer.

Notre parti a toujours excellé lorsque les défis étaient grands. On en a vu d'autres, tempêtes. René Lévesque a vu la démission de neuf de ses ministres. René Lévesque est revenu d'Ottawa après la «nuit des longs couteaux» dans l'état que vous savez, et notre parti était dans l'état que vous savez. Nous avons relevé ces défis et nous avons l'intention de continuer.

Ma vie publique, elle est archipublique et archiconnue, a toujours été fondée sur un seul élément qui détermine tout le reste: l'intérêt supérieur du Québec. Je n'ai pas basé ma carrière politique sur des calculs

et des ambitions personnelles ou des motivations qui n'étaient pas essentielles, je suis venu en politique pour le développement économique du Québec: la répartition de la richesse parce que j'ai toujours été un social-démocrate depuis le début de ma carrière. J'ai commencé ma carrière comme avocat syndical, comme vous le savez largement. Je n'ai jamais dérogé de cet idéal qu'un pays doit être riche, que la richesse ne doit pas se concentrer uniquement dans les grands centres ou chez un certain nombre d'individus. Je poursuis cela avec ardeur et j'ai toujours pensé aussi, et je le pense encore, que la nation québécoise doit faire partie du concert des nations, c'est-à-dire qu'elle doit être souveraine, et ce sont ces trois piliers qui me maintiennent, comme mon équipe, comme celui qui m'accompagne, comme mes députés, dans l'action au service de la population. Maintenant, pour un bilan plus détaillé en termes législatifs, mon collègue a ce qu'il faut. D'ailleurs, on vous a distribué des documents, je crois. C'est vraiment impressionnant, là. Rien que sur le plan mathématique, là, c'est une grosse, grosse recette. Paul Bégin, à lui seul, a fait adopter 10 lois, dont deux historiques: l'union civile et le lobbying.

[ M. Boisclair: Alors, je voudrais ajouter aux propos du premier ministre que tous les observateurs qui ont regardé le gouvernement évoluer au cours de la dernière semaine ont bien compris à la fois la détermination et l'enthousiasme de l'ensemble des membres du Conseil des ministres qui se sont présentés devant l'Assemblée nationale avec des projets de loi importants, de pousser plus loin et toujours plus loin le progrès au Québec. Au-delà de l'ensemble des dispositions et des projets de loi qui ont été adoptés, je dois vous dire que, comme première expérience à titre de leader du gouvernement, je suis particulièrement satisfait du bilan que nous présentons à l'ensemble de la population.

D'abord, de façon générale, l'ensemble du plan de match que nous nous étions fixé, l'ensemble des projets de loi qui avaient fait l'objet de discussions au Conseil des ministres et qui figuraient au palmarès des priorités du gouvernement du Québec ont été adoptés. Ces projets de loi ont été adoptés malgré les dispositions particulières qui avaient été convenues entre les partis politiques sur les nouvelles règles qui conduisent à l'adoption des projets de loi et qui nous empêchent, comme auparavant, d'utiliser une procédure d'exception dans laquelle nous aurions pu fondre plusieurs projets de loi pour les voir adopter à l'Assemblée nationale.

C'est avec un certain succès et un certain plaisir que je rappelle que nous avons utilisé la motion d'exception, donc, cette nouvelle procédure qui vient limiter les débats à l'Assemblée nationale, que nous l'avons utilisée qu'une seule fois. D'ailleurs, nous n'aurions pas eu à en faire un usage additionnel puisque l'ensemble des priorités qui figuraient au tableau des priorités gouvernementales ont été adoptées à l'Assemblée nationale.

Je tiens à vous dire aussi, comme l'exprimait bien le premier ministre, que la qualité du menu législatif fait la preuve hors de tout doute que le gouvernement du Québec est porteur de projets et porteur de vision, et que son action aussi incarne des espoirs nouveaux pour la population québécoise. Je pense que cette force tranquille qui est la nôtre, cette détermination s'incarne bien d'un certain nombre de projets de loi sur lesquels je voudrais attirer votre attention.

D'abord, vous dire que nous sommes particulièrement contents, comme l'exprimait le premier ministre, d'avoir été capables, au Québec, de pousser plus loin l'expérience démocratique en adoptant deux lois fondamentales: d'abord, la Loi sur transparence et l'encadrement des activités de lobbying et aussi la réforme importante et attendue du Code de procédure civile.

Je suis aussi particulièrement fier, et à bien des titres, de vous dire que cette session a été l'occasion pour le Québec de faire un pas déterminant vers davantage d'égalité entre l'ensemble des citoyens et des

citoyennes du Québec. J'applaudis, et l'ensemble des députés de l'Assemblée nationale, et je pense que la population dans son ensemble ont applaudi à l'adoption du projet de loi sur l'union civile.

Je suis aussi content de rappeler que l'action du gouvernement nous amène aussi à poser des gestes forts de réconciliation. La loi qui vient sanctionner l'entente avec les Cris, l'entente avec les Innus aussi est porteur de nouveaux espoirs pour le développement du Québec, un développement que nous souhaitons se faire dans l'harmonie.

Ce développement aussi est marqué de façon définitive par une préoccupation forte sur le développement durable. Je rappelle l'adoption de la loi portant restriction à la production porcine; je rappelle aussi l'adoption importante de la loi sur la réhabilitation des terrains contaminés. Le gouvernement du Québec, encore là, a l'occasion de marquer le progrès et le développement au sceau du développement durable.

Je suis aussi heureux d'indiquer que nous nous sommes donné des nouveaux moyens pour correctement donner un appui à cet élan que nous incarnons en faveur du développement du logement social. Non seulement avons-nous mis des budgets considérables, mais nous nous sommes donné aussi des nouveaux moyens pour faire en sorte d'habiliter la Société d'habitation du Québec et les offices municipaux d'habitation de mettre la main à la roue pour faire -en sorte que le chantier souhaité sur le logement social, entre autres dans les grandes régions de Montréal, de Gatineau, de Québec et de Sherbrooke, puisse se traduire par des nouveaux logements accessibles pour la population défavorisée.

Je suis aussi, en dernier lieu, heureux de rappeler que l'accès à l'éducation s'est traduit non seulement par des décisions fortes au Conseil des ministres, entre autres sur la question des frais de scolarité, mais rappeler l'appui que nous donnons à la jeunesse avec l'adoption de la Loi sur l'aide financière aux étudiants qui donne aujourd'hui de nouveaux espoirs à des jeunes qui, sans cet appui, n'auraient pu poursuivre leurs études avec la même qualité de vie.

En somme, au-delà de la technique des projets de loi et au-delà de leur contenu, nous sommes capables aujourd'hui de nous présenter devant l'opinion québécoise avec la ferme conviction que, sur le plan des valeurs, celle de la qualité démocratique, de l'accès à l'éducation, du développement durable, de l'égalité entre les citoyens, nous avons, au cours de cette décision, pris des décisions qui nous permettent d'aller plus loin et qui, de façon définitive, continuent d'inscrire le Québec sur la voie du renouveau et de la modernité. Je vous remercie.]

[ M. Hébert (Michel): Questions en français d'abord. Francis Labbé.

M. Labbé (Francis): M. le premier ministre, ça fait quelques années que vous êtes en politique, vous avez une certaine expérience. On dirait que, bon, malgré les projets de loi que vous avez déposés qui vont changer plusieurs aspects de la société québécoise, on dirait qu'il y a une saturation dans la population et qu'on veut un changement là, du côté des citoyens. Avec votre expérience, qu'est-ce que vous pouvez faire pour essayer de renverser cette tendance-là?]

[ M. Landry:] Bien d'abord, elle peut se renverser d'elle-même. Je ne compte pas que sur ce facteur mais elle peut se renverser d'elle-même parce qu'il y a des choses qui montent très vite. C'est un engouement, hein. Être dans le vent, c'est le destin des feuilles d'automne. Alors, il peut y avoir une correction automatique qui, à mon avis, est déjà commencée, parce que plusieurs éléments de la société et des analyses, des commentateurs, se sont mis à poser des questions à l'ADQ qui n'en recevait aucune

auparavant, et les réponses ont été, on l'a vu, parfois loufoques, mais généralement extrêmement confuses sur le bon pour choisir les maisons d'enseignement ou pour choisir les garderies. Malgré mon expérience politique, j'ai beaucoup de difficultés à suivre les explications de M. Dumont et des ses porte-parole. Deuxièmement, nous avons connu une mer agitée, et j'ai dit pourquoi. Il est arrivé des choses qui étaient courantes dans la pratique québécoise et qui, dans l'état actuel de l'évolution du Québec, ne sont plus acceptables. Le lobbying, ça se fait aux États-Unis depuis des années, et ça a été balisé. À Ottawa, ça l'a été aussi. Ici, on aurait dû le faire il y a un an quand on aurait eu envie avant de le faire. Mais là, on l'a fait sur la pression d'événements qui ont perturbé l'opinion.

Alors, c'est à nous de démontrer notre bonne foi puis notre attachement aux valeurs qui ont toujours été les nôtres. Il n'y a pas eu un scandale d'argent touchant un homme, une femme politique au Québec depuis que notre parti a établi la Loi de financement des partis politiques. Et j'espère que, pour le lobbying, il en sera de même. Il y a des choses qui se sont produites qui ne pourront plus se produire maintenant comme être rémunéré à pourcentage sur les subventions. Mais c'est un pas en avant parce que ça, ça révolté la population, alors que, dans certains corps de métier, comme les comptables, les avocats, ça se fait depuis toujours. Mais, c'est devenu non acceptable, et je pense qu'on a pris acte et puis on a agi et puis on va aussi finir par les convaincre comme on a toujours fait. C'est le destin de notre parti. On est un parti d'idées, on est un parti d'idéal et puis assis sur un bilan encore une fois exceptionnel. Vous les avez vus comme moi les analyses de... certains d'entre vous en avez fait de ces analyses. Mais je pense à Mme Beaulieu, L'actualité, qui n'est pas un quotidien, et qui a pris du recul et a parlé du bilan du gouvernement en des termes extrêmement élogieux, ça n'avait rien à voir d'un gouvernement en deuxième mandat et demi. Elle parlait d'espoirs ressemblant au début de la colonisation. Et puis j'ai vu aussi chez des éditorialistes qui ne sont pas nos amis, ça leur donne de la crédibilité quand ils nous vantent. Arrangez-vous pas pour être nos ennemis pour avoir de la crédibilité auprès de nous. Ce n'est pas ça que je veux dire, mais...

Alors, il y a un paradoxe, là. Un excellent gouvernement qui n'a pas dans les sondages la récompense de ses actions, c'est dur, c'est difficile mais le courage, c'est une vertu politique essentielle et importante et nous en avons.

Alors, on va essayer de faire notre preuve. Et je vous dis en plus, je lève le voile sur des études approfondies de sondage que vous n'avez pas, mais nos sondages avancés, puis on a des techniques, comme vous le savez, très bonnes au PQ, nous démontrent que la correction est commencée puis qu'il reste du travail à faire.

[ M. Hébert (Michel): Paul Larocque.

M. Larocque (Paul): M. Landry, vous avez pris la peine de préciser dans vos mots, d'entrée de jeu, que vous seriez là à la prochaine élection. Est-ce qu'on doit comprendre que, dans votre âme et conscience, à un certain moment, vous avez réfléchi à l'hypothèse de ne pas être là?]

[ M. Landry:] Non. Enfin, je sais qu'on est dans l'univers du cynisme et puis, ce que disent les politiciens, il faut prendre ça avec un grain de sel. Prenez-le comme vous voudrez, mais je suis un homme de conviction et de devoir, et je pense que c'est mon devoir de faire ça. Quand j'ai accepté de succéder à Lucien Bouchard, après toutes les années d'expérience que j'avais en politique, je savais que deux mandats et demi, aller jusqu'au bout et en obtenir un autre, ce ne serait pas une mince affaire. Ce n'est pas une mince affaire, mais je continue. Il en aurait été autrement si je n'avais pas senti cette solidarité et cette solidité de solidarité que j'ai autour de moi. Tous mes collègues qui, dans la tempête, sont venus me voir puis ont

dit: Tiens bon, on est avec toi, on est derrière toi, et puis c'est sur toi qu'on compte et sur nul autre. C'est un peu la situation quand Lucien Bouchard est parti, personne ne s'est présenté contre moi, parce que personne ne pensait que j'étais parfait, tout le monde pensait que j'étais le meilleur, ils pensent encore ça. Je ne suis pas plus parfait que j'étais, puis, à leurs yeux, je suis encore le meilleur. Il s'agit que je le prouve à la population.

[ M. Hébert (Michel): Sophie Langlois.

Mme Langlois (Sophie): M. Landry, vous avez dit: Cette session n'a pas été facile pour nous. À quel point ça a été difficile pour vous, Bernard Landry, ces derniers mois?]

[ M. Landry:] C'est sûrement une des périodes les plus difficiles de ma vie publique et de ma vie, après l'année de maladie et le décès de mon épouse. Je ne vous ferai pas de cachette, là. Ils ne peuvent pas dire: Les politiciens sont tous des menteurs. Je vous dis, comme d'habitude d'ailleurs, exactement ce que je pense.

[ Mme Langlois (Sophie): Si je peux continuer: Si c'est si difficile, pourquoi ne pas avoir songé à quitter? Vous dites, bon, «dans les intérêts supérieurs du Québec», mais peut-être que, dans les intérêts supérieurs du Québec, un autre que vous aurait pensé que c'était mieux de quitter?]

[ M. Landry:] Si je l'avais cru. Mais avec ma réflexion et celle de mes collègues, on est revenu au même point que quand j'ai décidé de succéder à Lucien Bouchard. S'il y en avait un ou une autre meilleur, il se serait présenté. Et mes collègues pensent encore la même chose. D'ailleurs, faites des comparaisons, là, pensez à Mario, Mario, mais il y en a un autre chef de parti, là, qui est le chef de l'opposition officielle, là. Je ne veux pas m'appesantir sur mes malheurs, les siens sont probablement plus grands que les miens. Pourquoi? Parce que le chef de l'opposition officielle, il est en face du premier ministre en raison du jour où, mathématiquement, il va changer de côté, prendre sa place. Et voici que, soudainement, ce n'est plus comme ça. Ça doit être horrible, profondément.

[ Des voix: Ha, ha, ha! ]

[ M. Landry:] Surtout — parce que je ne veux pas être méchant d'aucune façon, ce n'est pas dans ma nature — mais dans un parti qui est un parti de pouvoir plus que d'idées et d'idéal, c'est le Parti libéral, c'est un parti de pouvoir, quand le pouvoir se dérobe, c'est le monde qui s'effondre. Au Parti québécois, idées, idéal, devoir, souveraineté, social-démocratie, on peut se raccrocher à ça. Mais celui qui a abandonné sa carrière, là, à Montréal pour, ou celle-là, pour venir s'asseoir à l'opposition en attendant d'être M. le ministre ou Mme la ministre puis qu'il voit que ça n'arrivera pas, là, il doit être pas mal plus malheureux que je ne l'ai été aux pires heures.

[ M. Hébert (Michel): Robert Dutrisac.

M. Dutrisac (Robert): M. Landry, dans le texte qui nous a été distribué, il y a une phrase ici où vous alliez dire: «Nous allons faire rêver les Québécois comme jamais nous ne l'avons fait». C'est une grosse commande, semble-t-il. J'aimerais un peu vous parler de l'article 1, justement, de votre programme. À l'heure actuelle, ce qu'on peut considérer, c'est que cet article-là et le PQ, etc., ça représente, en quelque sorte, dans l'esprit des gens et des électeurs, probablement, une forme d'impasse. Et cette impasse-là, elle n'est pas... vous n'avez pas exprimé encore de moyens pour sortir de cette impasse-là. Alors, lorsque

vous dites que vous voulez faire rêver les Québécois, j'imagine que c'est un peu en relation avec ça. J'aimerais savoir, justement, qu'est-ce que vous entrevoyez.]

[ M. Landry:] Bon. Pour être bien précis là, l'article 1, c'est celui qui dit que la souveraineté est au centre de l'action du Parti québécois, et je vous réitère — je l'ai déjà dit mais je veux que ça soit tellement clair — il n'est pas question de se détourner de cet objectif. Vous parlez d'impasse. Impasse apparente parce que, dans les années qui ont suivi le référendum de 1980, l'impasse paraissait bien plus grave. On avait eu 40 % des voix, à peine une majorité francophone, peut-être pas. Et, après 1995 — et c'est peut-être là qu'on a été trompé, que nous nous sommes trompés nous-mêmes — après 1995, il nous manquait 30000 voix. Alors on a eu l'impression que ce n'était pas si grave que ça et, au lieu de faire le deuil référendaire immédiatement puis repenser à l'avenir puis ce sera telle mentalité, on est resté comme des demi-gagnants alors qu'on avait perdu. Alors ça, ça a été dur pour nos militants, ça a été dur pour la population. Sans dramatiser, souvenez-vous du mot laissé par Dédé des Colocs quand il a décidé de quitter cette terre, bien, ça doit être, ça, dans le coeur de beaucoup de jeunes Québécois et Québécoises qui... Je ne veux pas dire que Dédé a mis fin à ses jours pour cette seule raison, mais, en tout cas, c'était dans son mot d'adieu. Et c'est très, très dur de perdre un référendum pour des souverainistes et des gens qui veulent se donner un pays. Vous le savez. Il y a une comédienne, là, qui a écrit un article extraordinaire dans votre journal, tiens, justement, il n'y a pas si longtemps. Et vous avez entendu Yvon Deschamps dire des propos semblables. Vous avez entendu Gilles Vigneault. Un autre comédien, là, l'extraordinaire gars qui fait Broue là. Bon. C'était grave ce qui est arrivé.

Mais ce n'est pas une raison pour arrêter. Quand on arrive à 30000 voix de faire entrer un nouveau pays aux Nations unies, ça peut prendre quelque temps pour se ressaisir, pour retrouver la voie, mais je vous jure qu'on la cherche jour et nuit puis qu'on va convoquer nos militants et nos militantes au cours de l'automne. On va leur demander de commencer à réfléchir maintenant puis, à l'automne, on va les revoir puis on va reprendre contact. Et on a beaucoup de fers au feu puis on a beaucoup de comités à l'oeuvre. Puis je ne cache pas la difficulté, mais la motivation est tellement grande qu'on va y arriver.

[ M. Dutrisac (Robert): Mais, en 1994, le PQ avait un plan de match. Est-ce que, la prochaine élection, vous allez arriver avec un plan de match?]

[ M. Landry:] Absolument. Il est déjà en... D'abord, nous sommes des gouvernants et pas uniquement des souverainistes. Alors, plan de match de gouvernance, qui est en train de se bâtir; plate-forme électorale, en train de se bâtir; et, sur la souveraineté, nos réflexions avancent aussi. J'ai déjà, pour Lucien Bouchard, moi, présidé un comité où on avait fait beaucoup de travaux; ces travaux sont encore là, sont encore accessibles.

[ M. Hébert (Michel): Bon. Une courte dernière en français. Norman Delisle.

M. Delisle (Norman): Et on m'excusera d'aborder un sujet un peu plus terre-à-terre, mais, il y a de ça huit mois, il y a une commission parlementaire qui vous avait fait des recommandations très précises en matière de concentration de la presse. C'est un dossier dans lequel votre gouvernement n'a pas encore bougé. J'aimerais savoir si, oui, vous allez bouger et, deuxièmement, dans quel sens ira votre action.]

[ M. Landry:] Oui, on va bouger. J'en ai discuté longuement avec ma collègue Mme Lemieux dernièrement. Je lui laisserai le soin de vous annoncer ce que nous avons l'intention de faire. Mais nous avons une idée qui est féconde, disons.

[ (Fin à 14 h 48)]